



COMBAT OUVRIER

Pour la construction
d'un parti ouvrier
révolutionnaire en
Martinique et en
Guadeloupe.
Pour l'émancipation
des peuples de
Martinique et de
Guadeloupe.
Pour la reconstruc-
tion de la IVème
Internationale.

Hebdomadaire communiste révolutionnaire (trotskyste)

samedi 16 juin 1979

N° 27

PRIX : ANTILLES 1,50F
FRANCE 2F

Editorial

Abstention massive: un camouflet au pouvoir colonial

Les résultats des élections européennes aux Antilles sont incontestablement marqués par l'abstention massive qui s'est dégagée le 10 juin.

72 % d'abstention en Martinique, 80 % en Guadeloupe. Voilà des taux rarement égalés dans le passé.

Certes, cela reste bien dans le ton général de ces élections qui, même en Europe n'ont pas intéressé la population qui s'est abstenue en masse.

Cependant, dans les pays colonisés que sont les Antilles, cette abstention prend une signification particulière. Il est certain que les appels à l'abstention de tous les partis de gauche et d'extrême gauche à part le PCM et les partis socialistes auront pesé d'un poids non négligeable sur le score abstentionniste. En particulier, en Guadeloupe, les consignes à l'abstention du PCG et de tendances nationalistes bénéficiant d'une certaine audience électorale, ceux du PPM et de la Parole au Peuple en Martinique, ont fait augmenter le nombre des abstentions. Ils ne sont pas cependant suffisants pour expliquer totalement les causes de l'abstention massive.

La population dans sa grande majorité, hormis le simple désintérêt, a exprimé plus ou moins confusément le sentiment de ne pas se laisser flouer une fois de plus. Elle a ressenti dans ces élections toute la tromperie et la démagogie du pouvoir, elle a ressenti toute l'absurdité d'un tel vote pour elle qui est colonisée, à 7000 kms de l'Europe, en butte au racisme, aux discriminations sociales, à la misère, à l'émigration.

Pour justifier leur absence des bureaux de vote, bon nombre de travailleurs expliquaient spontanément qu'ils ne sont pas Européens mais Guadeloupéens ou Martiniquais, qu'ils vivent en «Amérique» et que «ce vote n'est pas leur affaire». Et ils n'avaient pas tort car c'était une façon de dire que l'Europe des Veil, des Schmidt ou autre Colombo n'est pas leur affaire, c'est l'Europe des exploiters et des impérialistes.

En refusant d'aller voter, la population des Antilles a retourné à l'envoyeur le colis piégé qu'on lui avait expédié. On lui a adressé sous un emballage alléchant de promesses économiques et sociales «européennes», une réalité qui s'appelle racisme, mépris, répression, gendarmes, CRS. Elle, elle renvoie près de 80 % d'abstention. C'est un camouflet au pouvoir colonial.

La signification politique de cette abstention peut peser lourd dans l'avenir si la population des Antilles transforme sa méfiance du pouvoir colonial en force active pour s'en débarrasser une fois pour toutes.

DOMINIQUE: LE PEUPLE UNANIME CONTRE PATRICK JOHN

La situation demeure tendue à l'extrême en Dominique. La grève générale, déclenchée depuis le mardi 29 mai, continue de paralyser les activités économiques de l'île. Les syndicats et les partis de l'opposition, appuyés par le patronat et le conseil des églises, exigent la démission du premier ministre, Patrick John. Ce dernier s'obstine toujours, jusqu'à présent, à affirmer qu'il ne quittera son poste à aucun prix avant les prochaines élections, qui doivent avoir lieu en mars 1980. Mais sa position est de plus en plus précaire.

Mardi 12 Juin, près de 5.000 personnes ont manifesté à Roseau, la capitale de l'île, de 9 heures à 14 heures. Des portraits de Philip Timothy, jeune homme de 19 ans assassiné par les forces de l'ordre lors de la manifestation du 29 mai, ornaient le parvis de l'église, où se tenait le meeting. Au cours de celui-ci, les dirigeants syndicaux ainsi que ceux de l'opposition ont à nouveau réclamé le départ de John, sous les acclamations des manifestants.

Le contentieux de la population avec le premier ministre est en effet lourd. Répression à l'égard des «rastas» (emprisonnement de Desmond Trotter), non-paiement des salaires des fonctionnaires, ce qui avait déjà occasionné une grève de 47 jours en 1977, la liste des agissements de ce petit potentat contre les intérêts de



Les Manifestations de l'indépendance précédaient la colère du peuple Dominicain.

la population se fait longue. En février, alors que de graves problèmes se posaient dans le secteur agricole, P. JOHN intervenait, sans succès, auprès de l'ambassade des Etats-Unis pour tenter d'empêcher le syndicat des agriculteurs de la Dominique de recevoir un prêt de 477.000 F. Serait-ce pour em-

pêcher son pays de tomber sous la coupe de capitaux étrangers ? certainement pas, lorsqu'on saura qu'il avait donné son accord à une société américaine pour disposer à son gré d'un territoire de 11.655 hectares dans le nord du pays. Le contrat stipulait

Suite page 4

GAZ-OIL: UNE FAUSSE PENURIE POUR UN CHANTAGE A LA HAUSSE

En Guadeloupe d'abord, puis en Martinique, les organes d'information officiels, presse et radio, ont annoncé une pénurie de gas-oil. Sachant que ce genre de nouvelle provoque généralement la panique, ils se sont empressés de préciser que cette pénurie n'était que temporaire et que d'ici quelques jours une situation normale serait rétablie.

Mais de pénurie, il n'y en a pas.

C'est la SARA en Martinique qui reçoit et raffine le pétrole brut venant du Venezuela. L'essence et les sous-produits ainsi obtenus comme le gas-oil, sont ensuite acheminés par barges vers la Guadeloupe.

Mais la consommation de gas-oil dans les deux îles est moins forte que la consommation d'essence, car les moteurs diesels qui l'utilisent sont relativement peu nombreux. Les engins, les camions, les usines à sucre ou les turbines de l'EDF qui marchent avec ce carburant ne constituent pas une demande très forte. Ce qui fait que la SARA, vendant moins de gas-oil qu'elle n'en produit, a constitué d'énormes stocks. Une pénurie n'est donc pas à redouter car les cuves de la SARA sont pleines.

L'explication de cette prétendue «pénurie» doit être cherchée ailleurs.

Il s'agit pour les capitalistes de la SARA, à l'instar des grosses compagnies pétrolières à travers le monde, de créer une pénurie artificielle qui leur permette par la suite de

justifier une augmentation de leurs prix.

Dans ce but, tous les arguments sont utilisés : consommation excessive, grève de l'EDF et pourquoi pas... crise du pétrole ! Tout est bon pour expliquer au public ce soi-disant manque soudain de gas-oil.

En réalité, la SARA a volontairement fermé ses robinets pendant quelques jours, le temps de créer un début d'effolement chez les consommateurs et une demande renforcée en gas-oil. Il sera ensuite facile pour la SARA de les rouvrir, mais cette fois-ci avec une augmentation des prix à la clef. Ainsi elle compense la relative faiblesse de ses ventes en gas-oil par des tarifs élevés. Et le tour est joué.

Cette manœuvre est la réplique exacte de ce qui se passe en grand à l'échelle mondiale : les trusts pétroliers organisent la pénurie pour pouvoir augmenter leurs prix. A une plus modeste échelle, celle de nos deux îles, les capitalistes de la SARA ont retenu la leçon et s'ingénient eux aussi à tromper le consommateur pour augmenter leurs profits.

Et dans cette tâche ils trouvent l'appui sans faille des grands moyens d'information qui vont criant sur tous les toits, que nous sommes menacés par la «pénurie», et qui bientôt, n'en doutons pas, nous appelleront à faire les sacrifices nécessaires du côté du porte-monnaie pour pouvoir bénéficier de ce précieux carburant si «rare» à l'heure actuelle.

***** GUADELOUPE : *****

6ème GALA de COMBAT OUVRIER

SAMEDI 30 JUIN A LA SALLE
DES FETES DES ABYMES
A PARTIR DE 18 H.

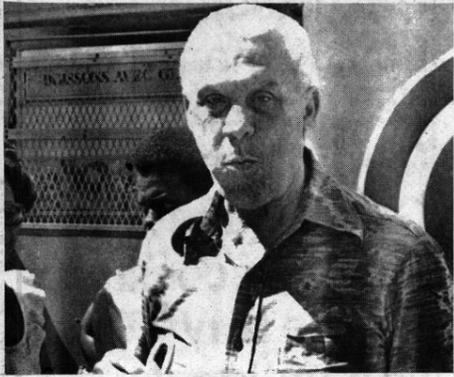
Parmi les artistes qui seront parmi nous :

- Honey Danse, ballets de C. LARA
- Abel Zénon quartet
- Victor Conte, Folk Song
- Duverger Charles, contes et blagues et bien d'autres encore.

Après le spectacle
ON DANSERA AVEC UNIVERSAL

- Une exposition de panneaux politiques sera présentée et vous pourrez en discuter avec nos militants.
 - Vous pourrez vous procurer des livres intéressants en visitant le stand librairie.
 - Un photographe vous réserve une exposition de ses photos. Alors, réservez votre soirée, parlez-en à vos amis pour être nombreux au rendez-vous du 30 Juin.
- RECLAMEZ VOS CARTES DES
MAINTENANT A NOS VENDEURS
ET SYMPATHISANTS.

LA CSTM ET LES LICENCIEMENTS: L'ART DE FAIRE PASSER LA PILULE



Agasta. «Comment dédouaner le syndicat».

Depuis l'annonce par la municipalité de Fort-de-France d'un certain nombre de licenciements d'employés en vue d'assainir son budget, la C.S.T.M. (tendance Agasta), qui est le principal syndicat des employés municipaux, se démène comme un beau diable. Si elle ne fait pas grand chose sur le plan pratique pour la défense de ces travailleurs, du moins a-t-elle présenté tout un plan de mesures et de propositions pour remédier à cette situation : ainsi elle propose que tous les travailleurs de la municipalité sacrifient 20 % de leur salaire mais qu'en revanche aucun licenciement ne soit effectué. Cependant elle ne doit pas se sentir la conscience tranquille, car pour répondre à l'accusation qui lui est faite de demander des sacrifices aux travailleurs (rôle peu reluisant pour un syndicat qui se prétend nationaliste et révolutionnaire) elle accompagne cette proposition d'une revendication de «contrôle ouvrier de la gestion» de la municipalité. Ainsi, dit-elle, «le contrôle des travailleurs permettra par la suite de

limiter la durée de cette contribution (de 20 % sur leurs salaires) et de redresser la situation financière par des mesures radicales contre le gaspillage, et des actions de protestations énergiques contre l'Etat français et le Conseil général».

La CSTM, avec raison d'ailleurs, se refuse à considérer la municipalité «progressiste» de Fort-de-France comme un employeur ordinaire, et elle se défend d'assimiler l'Edilité de la Ville aux capitalistes réactionnaires du secteur privé» (dans un article paru dans la Parole au Peuple, journal de Marie-Jeanne). Mais, à partir de ces arguments, elle dégage entièrement la responsabilité de la municipalité dans la décision des licenciements, et se porte à son secours contre les accusations qui lui sont faites de s'en prendre aux travailleurs.

Il est pour le moins curieux que la CSTM ne s'aperçoive que maintenant seulement, à l'heure où les licenciements sont prononcés, que la municipalité «progressiste» n'est pas contrôlée par les travailleurs et que ceux-ci n'ont pas droit de regard sur la gestion de son budget. Il est pour le moins curieux également que ce ne soit qu'aujourd'hui que la CSTM propose «une action énergique pouvant aller jusqu'à la marche sur la Préfecture et le Conseil Général afin que toutes les subventions, les ressources et des fonds de chômage conséquents soient versés à la ville». Car il y a belle lurette que ces problèmes existent, et que l'Etat colonialiste se décharge sur la municipalité d'un certain nombre de réalisations, et la CSTM n'a jamais proposé quoi que ce soit pour y remédier.

Ces propositions d'ailleurs, aussi tardives qu'elles soient, ne lui coûtent rien, car

pas plus que dans le passé elle se garde de les mettre en pratique et d'organiser les travailleurs en ce sens. Contrôle ouvrier de la gestion municipale, ou manifestations devant la préfecture ne sont que des vœux pieux, ou plus exactement des propos destinés à donner le change et à se donner l'air de vouloir faire quelque chose.

En réalité, tout ce que la CSTM propose aux travailleurs c'est de faire les frais de la politique d'austérité décidée par la municipalité. Elle leur enjoint d'accepter les mesures d'austérité décidées par leur employeur, sous une forme légèrement différente de ce qu'il propose (c'est-à-dire une réduction de salaire, mais sans licenciements, alors que la municipalité licencie des travailleurs



Le conseil municipal de Fort de France
Une seule solution : Les licenciements.

et réduit en même temps les salaires) mais qui dans le fond revient au même.

Pour mieux faire passer la pilule, la CSTM assortit ce consentement aux sacrifices, de quelques propositions qui ont une apparence radicale mais auxquelles elle se garde bien de donner ne serait-ce qu'un début de réalisation.

Dans cette affaire, municipalité PPM et CSTM, tous deux parlant volontiers au nom de la «nation martiniquaise» et se voulant «nationalistes», se prêtent la main pour faire accepter les sacrifices aux travailleurs. Tandis que la municipalité prend des mesures contre les travailleurs, la CSTM les invite à les accepter, en se réfugiant derrière des propositions d'action qu'elle n'a nullement l'intention de mettre en œuvre.

Oui, une co-gestion des travailleurs du budget de la municipalité serait une bonne chose. Oui, de puissantes manifestations contre l'Etat colonialiste, qui restreint ce budget à la portion congrue, seraient nécessaires dans l'intérêt de toute la population laborieuse et des employés de la municipalité... Encore faudrait-il avoir véritablement la volonté de les organiser et de les mettre en pratique, et ne pas se limiter aux déclarations verbales ou écrites, comme le fait la CSTM.

En réalité, le but de la CSTM, syndicat nationaliste, n'est pas de défendre avant tout les intérêts de la classe ouvrière. Elle a davantage à cœur de faire passer au premier plan ses intérêts d'organisation nationaliste. Et c'est pourquoi elle se porte au secours du PPM, dont elle partage en grande partie les idées, et n'hésite pas à lui prêter main-forte d'une façon détournée dans une affaire qui l'oppose à des travailleurs.

Et ce comportement d'aujourd'hui de la CSTM, aussi bien d'ailleurs que celui de la municipalité PPM, doit faire réfléchir les travailleurs sur l'avenir que pourraient leur réserver ce genre d'organisations qui se disent prêtes à diriger demain la Martinique.

Claire GOYA

MARTINIQUE: AUTOUR DE L'AFFAIRE DES JEUNES LA JUSTICE COLONIALE EN ACTION

L'affaire des jeunes emprisonnés commence à percer un peu le silence qui s'était abattu après l'arrestation des 7. Parallèlement, les parents et les proches des détenus ont commencé à s'organiser et certains d'entre eux ont créé, il y a une semaine, un Comité de Soutien. Des tracts, des appels ont paru dans un certain nombre de jour-

naux. Bref, l'affaire commence à devenir publique.

Tout cela n'est pas pour émouvoir les messieurs de la justice coloniale qui ont enfermé ces jeunes. Bien au contraire, ils poursuivent l'escalade, car ils ont arrêté un mineur il y a un mois pour avoir participé au groupe qui aurait battu des Blancs sur

certaines plages de Martinique.

Car maintenant, ce que la justice coloniale reproche aux jeunes, ce n'est pas d'avoir battu des gens individuellement. Elle les accuse d'avoir formé une bande pour le faire. De cette manière, il suffit que l'un d'entre eux ait été présent lors d'un incident pour qu'il se retrouve en prison. C'est ce qui permet à la justice coloniale de détenir depuis deux mois Chloë, Léopoldie, Périane, Soarez, Surbon et Verdan et d'avoir emprisonné il y a un mois le mineur Roques.

La loi scélérate qui est ainsi utilisée, est la loi anti-casseur, loi créée après les événements de Mai 1968 en France pour réprimer un peu plus l'agitation politique. Cette loi avait été dénoncée en son temps

comme pouvant couvrir tous les arbitraires; la démonstration en est faite dans ce cas précis.

Car il est avéré que le nombre de personnes qui s'en sont pris aux Blancs sur les plages est notablement inférieur à 7. Il y a donc des gens qui sont en prison même s'ils n'ont commis aucun délit que d'être peut-être à la plage ce jour-là.

Et c'est peut-être ce qui explique le curieux silence de la justice, et entre autres le fait que 2 mois après, le dossier n'ait pas encore été transmis aux avocats, ce qui gêne notamment les avocats qui ne peuvent pas voir leurs clients.

Une telle attitude de la justice coloniale ne peut que rendre encore plus méfiant sur les mobiles réels de la justice. Son désir serait de condamner les jeunes lourdement qu'elle ne s'y serait pas prise autrement.

Alors cela doit renforcer les convictions de tous ceux qui se sentent concernés pour réclamer la libération des 7 emprisonnés.

J. B.

AUBERGINE, ANANAS : LE MARCHÉ COMMUN REFOULE !

Après plusieurs appels à l'aide lancés, les producteurs d'aubergine de la Guadeloupe ont finalement pris la décision de suspendre leurs exportations d'aubergine vers l'Europe car leurs appels sont restés vains.

La production guadeloupéenne d'aubergine ne peut résister à la concurrence internationale. Cette décision est intervenue après une chute importante des cours sur le marché européen. De 4,50 F les cours sont tombés au cours de deux derniers mois à 2,50 F. La petite production d'aubergine de la Guadeloupe, employant des moyens autrement moins mécanisés que celle de ses concurrents européens et en particulier de l'Espagne est donc tout simplement invendable sur ce marché.

Pour obliger le gouvernement à prendre en compte leurs revendications les petits planteurs ont déjà eu dans le passé recours à des actions spectaculaires, comme lorsqu'ils avaient déversé des tonnes d'aubergine devant la sous-préfecture de Pointe-à-Pitre. Mais cela n'a pas empêché pour autant la production de continuer à battre de l'aile.

La production d'ananas de la Martinique ne se trouve pas en meilleure posture que celle des aubergines. En effet, c'est périodiquement que la presse locale se fait l'écho des menaces de fermeture de l'usine de production de jus d'ananas de Morne-Rouge. C'est aussi périodiquement que les travailleurs de cette usine, menacés de licenciement et refusant de faire les frais de la crise économique, se mettent en grève pour s'opposer à ces licenciements. Mais les nombreuses subventions du département n'ont pas suffi à tirer la production d'ananas des difficultés dans lesquelles elle se débat. Les producteurs se plaignent d'avoir eu à la fin de 1978, 5.000 tonnes d'ananas en stock.

Dans le cas de l'ananas en conserve, la cause de cette mévente est aussi due à l'im-

possibilité pour la production martiniquaise de supporter la concurrence de l'ananas en provenance de l'Afrique et de l'Asie.

Voilà dans quelles difficultés se trouvent les productions d'exportation des Antilles. Elles se trouvent dans une impasse et pour les tirer de là le Comité Economique Maraîcher des Antilles au sein duquel sont groupés les producteurs antillais lance des appels à la Communauté Européenne pour que celle-ci puisse permettre l'application d'une certaine «clause» en vue de protéger la production antillaise contre les importations des pays étrangers au Marché Commun. Mais tous les cris d'alarme lancés par cette association n'ont pas jusqu'à présent ému les partenaires de la communauté. Toutes les solutions miracles que ce gouvernement nous présente comme pouvant résoudre les problèmes économiques qui se posent aux Antilles, départementalisation économique, intégration des Antilles dans le Marché Commun, diversification des cultures se sont révélées aussi inefficaces et inopérantes les unes que les autres.

Les problèmes économiques des Antilles ne peuvent pas être résolus dans le cadre du système colonial. Toute solution proposée dans ce cadre-là est vouée à l'échec. Le marché international est entièrement occupé par les gros capitalistes qui s'y livrent une lutte acharnée et dans ce concert de requins il n'y a pas de place pour les petits producteurs guadeloupéens et martiniquais.

Cependant, ces derniers ont raison de se battre pour obliger le gouvernement à respecter les promesses qu'il leur a faites.

C'est en faisant entendre leurs voix avec force et en engageant des actions déterminées qu'ils pourront forcer le gouvernement à prendre les mesures qui s'imposent pour écouler leur production.

COMMUNIQUE du Comité du Soutien

Les parents et les proches des 7 jeunes Martiniquais emprisonnés durant la semaine qui a suivi Pâques, il y a maintenant deux mois se sont réunis le Samedi 9 Juin au Pitt de la Cité Dillon et ont décidé de créer un Comité de Soutien aux emprisonnés : Chloë, Léopoldie, Périane, Soarez, Surbon, Verdan et le mineur Roques.

Les parents et les proches présents ce jour-là : la mère de Verdan, le frère de Soarez, la compagne de Surbon, ainsi que Robert Esther, le seul des emprisonnés qui ait été relâché après 23 jours de détention veulent que la lumière soit faite sur les causes réelles de l'incarcération des emprisonnés. Ils demandent aux organisations démocratiques, aux hommes et aux femmes d'esprit démocratique et généreux de se joindre à eux et de les soutenir dans leur démarche afin que leurs proches soient libérés le plus vite possible.

Les parents et les proches demandent à tous de se joindre à eux pour faire en sorte qu'il n'y ait pas une injustice de plus commise en Martinique.

A cet effet, nous invitons tous ceux qui se sentent concernés par cette affaire à venir à la réunion du Samedi 23 Juin à 16 heures au Pitt de la Dillon.

Ont déjà répondu à notre appel : Combat Ouvrier, G.R.S., J.A.G., Voix des LEP, le Comité des Sans travail.

P.S. : Cette déclaration est approuvée par la compagne de Léopoldie, absente lors de la réunion du 9 Juin.

Procès Verdan: La justice militaire frappe d'abord

Roger Verdan, l'un des 7 jeunes emprisonnés, vient d'être condamné par le Tribunal Permanent des Forces Armées à 8 mois de prison ferme pour désertion. Verdan était l'un de ces nombreux jeunes qui se retrouvent au chômage après leur scolarité, et qui ne voient d'autre solution que de s'engager dans l'armée coloniale.

Mais après plus d'une année de vie militaire, il a quitté cette armée dont il ne voulait plus. Il a été arrêté il y a deux mois en même temps que les autres jeunes et l'armée a saisi l'occasion pour le condamner tout de suite (cette condamnation n'est pas à confondre avec celle qui pourrait survenir à l'issue du jugement de l'affaire des 7 jeunes).

Il faut aussi remarquer le fait que les parents de l'accusé n'ont été avertis que 3 jours à l'avance de ce procès ce qui fit qu'il y avait bien peu de monde pour soutenir Verdan ce jour-là. L'armée aurait voulu le condamner de manière quasi clandestine qu'elle ne s'y serait pas pris autrement.

Martinique: 400 EXCLUSIONS AU L.E.P DU LAMENTIN



Les élèves du Lamentin Accepteront-ils ?

Sur un effectif total de 1200 élèves, la direction du LEP du Lamentin vient de décider d'en renvoyer 400, soit le tiers de l'effectif.

Les motifs de renvoi sont plus fantaisistes les uns que les autres : tel est renvoyé pour «copiage», tel autre parce que «absentéiste» ou encore parce que «cardiaque» !

Quand cela atteint alors 400 élèves, cela devient plus que douteux et inquiétant !

Ces sanctions ressemblent fort à des mesures de répression de la part du duo Aboul et Gau (directeur et sous-directeur) qui font régner la terreur depuis plus de 5 ans dans l'établissement. Ces deux messieurs et plus précisément Aboul ont été mis en cause par les élèves au cours du vaste mouvement de grève du premier trimestre de l'année scolaire écoulée. Et il ne serait nullement étonnant qu'ils cherchent à se venger des avanies subies il y a 8 mois.

Mais il y a sans doute un autre problème dans cette affaire : la réalité est que l'établissement est surchargé, comme tous les LEP de la Martinique et il avait fallu les protestations des parents pour que plus

d'une centaine d'élèves restés sans places soient scolarisés. Car, comment expliquer que toute une classe par exemple une 1ère CAP Plomberie a été exclue ?

L'Education Nationale est incapable de construire des classes en nombre suffisant au niveau des LEP pour scolariser tous ceux qui y sont orientés, ce qui crée la surcharge des classes et rend pratiquement impossible d'y travailler et d'y apprendre un métier. Et à la fin de l'année scolaire, elle charge les exécuteurs des basses œuvres, comme Olivieri au Marin, Garcia, à Trinité ou le sinistre Aboul au Lamentin d'exclure le maximum d'élèves.

Mais il n'est pas dit que ces décisions passeront comme une lettre à la poste au Lamentin. Déjà s'organise la riposte, et élèves et parents d'élèves sont déterminés à mettre cette pratique en échec à la prochaine rentrée.

Guadeloupe: "TRIBUNE OUVRIERE" ET LA GREVE DE LA S.I.G

Dans son numéro de mai, «Tribune Ouvrière», l'organe de la CGTG, analyse la grève des travailleurs de la SIG et plus particulièrement les principales raisons de son échec. Après avoir montré comment les manœuvres et les pressions de la direction ainsi que les interventions des forces de répression avaient eu raison des grévistes, Tribune Ouvrière consacre un assez long paragraphe à ce qu'elle intitule «Des positions jusqu'au boutistes». On y lit que des «éléments extérieurs» ont pris part à la grève, qu'ils ont tout fait pour que les travailleurs «fassent la grève pour la grève». Et Tribune Ouvrière d'ajouter à mots couverts que ces éléments auraient en quelque sorte dévoyé l'action syndicale en proposant aux travailleurs de mettre sur pied un comité de grève chargé de la direction et du contrôle de leur lutte. Comme pour donner plus de poids à son analyse Tribune Ouvrière cite un article de Combat Ouvrier disant précisément ceci : «Après s'être laissés pendant longtemps lanterner par les directions syndicales, les travailleurs de la S.I.G. ont enfin compris qu'ils devaient prendre en main leur propre lutte ». Et l'organe de la CGTG de conclure que c'est là une façon de dénier toute responsabilité aux syndicats.

En réalité ce que tente de démontrer la CGTG sans pour autant le dire clairement, ou plutôt en le disant sournoisement, c'est que la grève a échoué principalement parce que les travailleurs de la SIG ont préféré la grève illimitée à la grève de 24 heures ou de harcèlement et se sont donnés une direction qui était le comité de grève.

La CGTG a toujours privilégié au nom de «L'efficacité» la grève de 24 h, la grève à répétition, ou de «harcèlement». Elle s'en expliquait d'ailleurs longuement il y a quelques mois dans son journal.

Depuis, dans plusieurs secteurs, les travailleurs ont décidé d'engager des mots d'ordre de «grève illimitée». C'était le cas à Superette, Bata, Soresbar mais il s'agissait bien de la décision des travailleurs et le plus souvent la centrale CGTG devait suivre cette volonté. La grève efficace, c'est effectivement la grève jusqu'à satisfaction.

Cela ne signifie pas bien sûr que du seul mot d'ordre de grève illimitée dépende le

succès des luttes, reste encore la façon dont les travailleurs s'organisent pour vaincre tout au long de leur lutte. Cette attaque voilée de la CGTG contre la grève illimitée et le comité de grève prend tout son sens quand dans le même article Tribune Ouvrière oppose à ces formes de lutte les résultats des actions antérieures. Ainsi selon la CGTG c'était déjà un fait positif à mettre à l'actif des organisations syndicales que la direction de la SIG ait accepté de reporter les 24 licenciements au 23 avril. Fait positif aussi toujours selon Tribune Ouvrière que le Conseil Général ait accepté de discuter en son sein du problème de la SIG. Ce n'était, en tout cas pas suffisant. Et la conclusion logique que tout lecteur attentif est en droit de tirer d'une telle comparaison c'est que ceux de la SIG auraient pu obtenir un nouveau report des licenciements en agissant comme par le passé c'est-à-dire en se contentant de démarches juridiques ou simplement en sollicitant l'intervention du Conseil Général.

En réalité, il n'y avait plus de report possible des licenciements qui devaient être effectifs le 23 Avril. Et c'est pourquoi les travailleurs de la SIG, le dos au mur se sont mis en grève le 18 Avril. Pour eux, il n'y avait plus d'autres solutions, s'ils ne voulaient pas être licenciés.

La CGTG croit beaucoup plus dans des actions juridiques ou dans l'intervention des élus que dans la propre lutte des travailleurs et dans leur capacité à arracher par la lutte la victoire.

Et c'est bien pour mieux faire rentrer à toute force dans la tête des travailleurs cette croyance dans ces types d'action réformistes que Tribune Ouvrière se lance dans toutes ces explications autour de la grève illimitée et du comité de grève. Mais s'il est une raison qui explique en grande partie l'échec des travailleurs de la SIG c'est bien le ghetto où les a enfermés la politique réformiste des directions syndicales. Ceux de la SIG auraient très certainement été en bien meilleure posture si au lieu d'attendre le 18 Avril, ils avaient, dès le mois de Février, fait ce qu'ils ont fait seulement après le 18 Avril.

Jean IGNACE

ECHOS ECHOS ECHOS ECHOS ECHOS ECHOS

LES AUGMENTATIONS DES PRESTATIONS FAMILIALES:

UNE BONNE PROPAGANDE ELECTORALE

C'est à grand renfort de publicité que l'administration a annoncé les prochaines augmentations des prestations familiales : les allocations familiales augmenteront de 11,6 % et le supplément familial de 14,6 %. Ces nouvelles mesures sont applicables à partir du 1er Juillet. Au niveau du mode de paiement, de nouvelles dispositions ont été également prises mais elles seront mises en vigueur en 1980. Il s'agit de la mensualisation des allocations et de la diminution du nombre des jours de travail nécessaires pour en bénéficier.

Le gouvernement présente ces nouvelles augmentations comme une mesure très avantageuse pour les DOM. Et ces mesures sont encore une occasion pour les politiciens locaux, valets du colonialisme de vanter la générosité de la «mère patrie».

En réalité ce ne sont que des miettes que le gouvernement accorde aux travailleurs. Ce qui est prélevé sur les salaires est beaucoup plus élevé : les cotisations perçues pour la sécurité sociale ont subi une augmentation importante depuis l'an passé. Quant aux impôts ils seront encore plus lourds cette année. Et même si le nombre de jours de travail qui donnent droit aux prestations diminue, les milliers de chômeurs permanents qui existent dans ce pays ne pourront en bénéficier.

En fait toutes ces nouvelles mesures constituent une bonne propagande électorale. Ce n'est pas par hasard qu'elles ont été annoncées à la veille des élections européennes.

CENTRE HOSPITALIER DE FORT-DE-FRANCE UNE NOUVELLE MESURE CONTRE LE PERSONNEL.

La direction vient de décider qu'il faut présenter un certificat médical pour 24 h d'absence. Téléphoner au responsable du service pour signifier la cause de son absence ne suffit plus. La direction espère ainsi dissuader certains d'entre nous de se reposer, espérant que l'on reculera devant les tracasseries causées par une visite chez le docteur pour 24 h de congé.

La direction, non satisfaite de ruiner notre santé et de nous abrutir de fatigue en exigeant de chacun d'entre nous le travail de deux, voire de trois personnes, essaie de nous contraindre à nous reposer moins.

Cependant, la note risque d'être plus lourde pour elle, car à nous contraindre à prendre un certificat pour un jour d'absence, elle risque de nous voir bien plus souvent absents, car la fatigue ne manque point.

CENTRE HOSPITALIER DE FORT-DE-FRANCE QUI ABUSE ?

La direction a pris la décision de contrôler les congés de maladie car selon elle, il y a de l'abus.

Ainsi, nous risquons d'avoir plus souvent sur le dos un médecin contrôleur en cas d'arrêt de 8 à 10 jours pris le plus souvent à cause de la fatigue.

La direction espère sans doute que le contrôleur suspendra nos congés, car bien entendu ce contrôle est fait dans l'intérêt de l'établissement et non pas du nôtre.

Cela fait partie des mesures d'intimidation du personnel que prend la direction dans le but sans doute de faire des économies, dans l'esprit des circulaires de Simone Veil...

GUADELOUPE

RENAULT: UNE GREVE VICTORIEUSE

Après plus d'un mois et demi de grève les travailleurs de Renault ont repris le travail après avoir obtenu satisfaction dans la plupart de leurs revendications.

Ils ont obtenu :

- 10 % d'augmentation au lieu des 5 % qu'ils exigeaient au départ. Par contre le patron ne leur a pas accordé la prime de vacances.

- La mensualisation des ouvriers.

- La révision des classifications.

Ces revendications, ils ont pu les obtenir

EDF MARTINIQUE REUNION EFFECTIF ET CLASSEMENT : DU VENT.

Une première réunion a eu lieu il y a quelques jours entre le syndicat et la direction au sujet des classements et des effectifs. Trois services étaient concernés (administratif, informatique, formation professionnelle).

Si l'on considère les concessions faites par la direction le résultat est pratiquement nul.

La direction s'est en effet contentée de prendre en considération les engagements pris par l'ancien chef de centre pour quelques reclassements en se donnant bien sûr un délai de 6 à 12 mois pour les honorer.

En matière d'effectif elle n'a pas cédé un seul pouce de terrain. Au contraire ! Elle va jusqu'à prétendre qu'il y a un agent de trop au service informatique.

On le voit bien les travailleurs n'ont rien à attendre de ces réunions.

Une première mobilisation a contraint la direction à négocier, une deuxième plus importante pourra la contraindre à céder réellement.

grâce à leur combativité et leur détermination. Car au cours de cette lutte les travailleurs ont dû faire face à la répression bourgeoise : gardes mobiles agressant les piquets de grève, tribunaux... malgré tout cela ils ont tenu bon et ont obligé Audebert le patron des garages Renault à céder.

DARBOUSSIER:

NOTRE USINE ET LA SIENNE.

Au cours des discussions que nous avons eues avec M. Clavery, celui-ci semble vouloir nous réclamer de nous battre à ses côtés pour obtenir le maintien des deux usines de Darboussier et de Blanchet.

M. Clavery nous prend pour des naïfs ! S'il veut le maintien de l'usine c'est pour qu'il y fasse le plus de profits possible, sinon il préfère fermer. Et les profits il ne peut les faire que sur notre dos. Pour lui, maintien de l'usine, cela signifie : pas d'augmentation de salaire, licenciements, travail pendant trois ou quatre mois pour les saisonniers... Pour nous, c'est autre chose : Pour le maintien de l'usine, nous sommes d'accord, bien sûr, car nous ne voulons pas perdre notre travail, mais en plus nous devons nous battre pour les 2500 F pour tous, du travail toute l'année pour tous, pour les 35 heures contre les licenciements et pour bien d'autres revendications.

Mais l'usine que nous voulons ce n'est pas celle que Clavery veut maintenir. Ce n'est qu'en nous battant que nous pouvons le forcer à accepter ce que nous, nous voulons. C'est contre Clavery, et non pas avec lui, que nous améliorerons notre sort.

LE PARLEMENT EUROPEEN BOUDE PAR LES ELECTEURS

Les feux de l'actualité se sont éteints sur les élections européennes. Entre le 7 et le 10 Juin, les populations des 9 pays faisant partie de la Communauté Européenne votaient pour élire le parlement européen, pour la 1ère fois au suffrage universel.

Cette nouvelle perspective n'a pas enthousiasmé les foules et dans la plupart des pays les électeurs ne se sont pas bousculés pour aller voter. Ainsi, au Danemark le taux de participation n'était que de 47,1 %, au Pays-Bas 58 %, la palme revenant à la Grande-Bretagne où il y eut 68,7 % d'abstention.

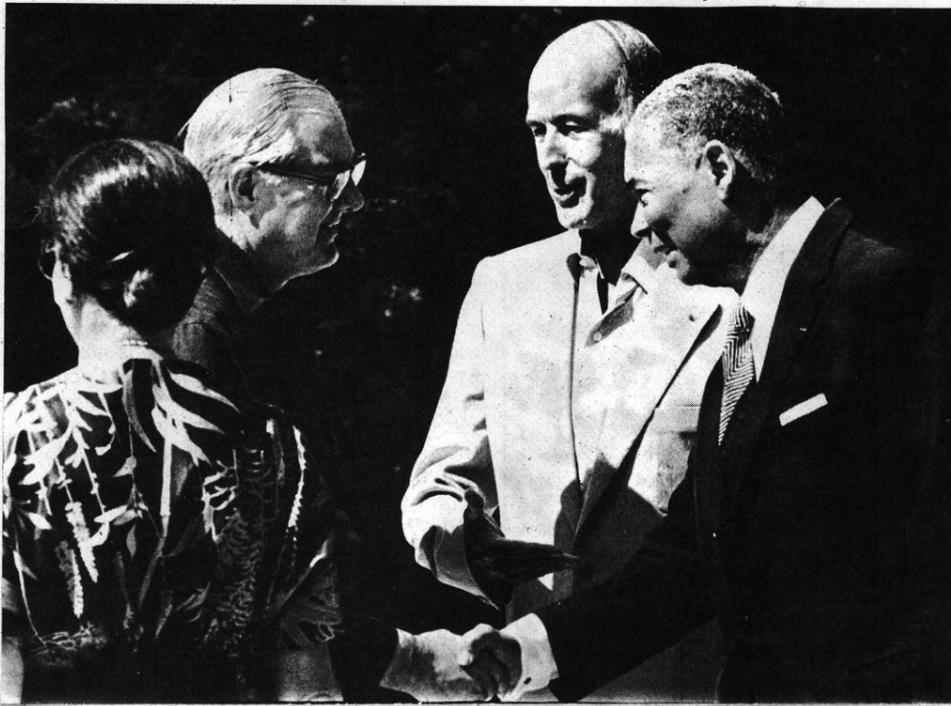
La participation moyenne a été de 65,81 %, ce qui est bien en deçà des prévisions des commentateurs les plus pessimistes car le taux de participation habituel dans ces pays se situe autour de 80 %.

Néanmoins, sur l'ensemble des votes, il apparaît que la tendance Chrétiens Démocrates (centre - conservateur) sort renforcée. Les formations socialistes, elles, n'ont pas bénéficié de toutes les voix de leur électoral habituel.

D'ailleurs, dans de nombreux pays, le vote est apparu plus comme un vote sur la politique intérieure des gouvernements ou des grands partis, que sur le problème de l'Europe lui-même.

Ainsi en Grande-Bretagne, les conservateurs qui venaient de battre aux élections législatives le parti travailliste, ont encore creusé leur écart par rapport à ce parti.

En France, l'UDF-Giscardien apparaît comme la formation la plus solide au sein de la majorité au détriment du parti RPR de Chirac qui ne recueille que 16,25 %



Les « Européens » d'Europe et des Antilles, boudés.

des suffrages exprimés. En regroupant les voix de l'opposition, celle-ci recueille plus de 50 % des suffrages. Alors qu'au sein de cette opposition, on assiste à un rééquilibrage entre le PC et le PS qui perd des voix par rapport aux dernières consultations électorales.

Quoiqu'il en soit, le parlement européen, même si les députés sont désormais issus du suffrage universel, n'aura proba-

blement pas plus qu'auparavant, de décisions importantes à voter. Car au-delà des apparences de « l'Europe unie », ce sont toujours les gouvernements nationaux représentant les intérêts des capitalistes, bien nationaux aussi, qui continueront de prendre les décisions importantes, laissant à la discussion des parlementaires européens les problèmes mineurs.

Marianne TIBUS

DOMINIQUE

(suite de la page 1)

que les Américains auraient eux-mêmes assuré « l'ordre » sur ce territoire qu'on devait baptiser « New Hong Kong ». Tout un programme ! Devant la protestation unanime, P. John dut finalement dénoncer cet accord.

Le vote de deux lois, contre la presse et les libertés syndicales, et l'assassinat de deux personnes par l'armée, mardi 29 mai, devait mettre le feu aux poudres.

Face à la mobilisation populaire, les rats ont commencé à quitter le navire : c'est ainsi que des ministres avaient remis leur démission la semaine dernière. Lundi dernier, c'est le président de la république, Fred Degazon, qui a jugé plus prudent de partir pour Londres. Depuis le 29, le boycott de la Dominique est appliqué dans les autres îles anglophones de la Caraïbe. C'est dire à quel point le premier ministre, qui a contre lui non seulement les travailleurs en grève, qui constituent la force déterminante, mais, on l'a vu, également les hommes d'affaires et même le conseil des églises, est isolé.

La démission de Patrick John, réclamée par tous, semble inéluctable. Il ne se main-

tient en place que dans la mesure où les forces de répression (police, armée), au demeurant peu nombreuses, lui restent fidèles, et parce que l'opposition n'a, jusqu'à présent, pas décidé de recourir à des méthodes plus radicales. Mais cette opposition, précisément, quelle alternative offre-t-elle ?

Sa principale composante, sur le plan politique, est le Freedom Party (parti de la liberté) de Mme Eugenia Charles. Il s'agit, en fait, d'un parti libéral bourgeois qui, s'il parvient au pouvoir, mènera à coup sûr la même politique contraire aux intérêts des travailleurs que celle défendue par P. John.

Par ailleurs, il existe à gauche des petits groupes radicaux : quatre d'entre eux se sont regroupés avec à leur tête Rosie Douglas et finalement ont constitué un front avec le Freedom Party pour demander le départ de P. John. En s'attachant ainsi au char de Mrs Charles ces groupes radicaux montrent qu'ils ne visent aucunement à défendre les intérêts de la classe ouvrière.

Car les nouveaux postulants au pouvoir sont si peu différents des anciens que c'est

l'ancien ministre de l'agriculture de John, James O. Seraphin, qui préside le Comité de Salut National, qui a été constitué pour assurer l'intérim en cas de démission du premier ministre.

Pourtant, la seule force décisive, ce ne sont pas les anciens ministres, ni les dirigeants des partis bourgeois : ce sont les travailleurs dominicains qui depuis plus de deux semaines ont bloqué toute activité dans le pays. Et si John était finalement amené à démissionner, les travailleurs le devraient avant tout à leur lutte. Mais cette lutte, si elle veut être vraiment efficace, doit viser plus loin que la simple démission de P. John. L'objectif des travailleurs dominicains doit être de mettre en place un pouvoir qui soit vraiment le leur. Ils en ont la force. Encore faut-il qu'ils soient organisés, qu'ils se donnent une direction capable d'orienter leur lutte vers cet objectif.

M. RODON

A.G.E.G. : LES OEILLERES DU NATIONALISME

Dans le numéro du Patriote Guadeloupéen de Mai 1979 ces messieurs de la direction de l'AGEG se mettent à baver pêle-mêle sur Combat Ouvrier, l'internationalisme, les Etats-Unis Socialistes d'Europe et nous en passons... Ces messieurs, on s'en doute, nous reprochent d'avoir appelé les travailleurs antillais émigrés en France à voter pour la liste trotskiste conduite par Arlette Laguiller et d'y avoir présenté deux de nos camarades sur cette liste. Ce qui est remarquable dans cet article ce n'est pas la profondeur de vue ou la justesse de leurs analyses, mais plutôt la méthode utilisée.

Cette méthode qui allie l'injure aux déformations est la même utilisée depuis plus de quinze ans par les dirigeants de cette association, liés aux ex-démisionnaires du Gong et aux dirigeants de l'UPLG en Guadeloupe. Incapables de débattre sérieusement de nos idées et des leurs, ils ne peuvent pas faire autrement, pour nous attaquer, que de mentir et de déformer nos positions.

Mais au travers de telle ou telle bordée d'injures ou de calomnies, transparait le fond réel de ce qu'ils nous reprochent. Les dirigeants de l'AGEG nous reprochent

de reprendre les idées de Marx et de ne pas être nationalistes, reproche que nous acceptons d'autant plus volontiers que c'est bien le fond de notre position.

Par ailleurs, l'auteur de l'article nous somme naïvement de dire ce « qui différencie un Guadeloupéen en Guadeloupe d'un Guadeloupéen émigré ». Eh bien, c'est justement le fait qu'il soit émigré et vivant dans un autre pays que celui dans lequel il est né. Et cela produit selon la classe sociale de ce Guadeloupéen des effets différents : le travailleur guadeloupéen émigré devient membre de la classe ouvrière du pays dans lequel il travaille, comme les travailleurs émigrés martiniquais, africains, algériens ou autres sont des travailleurs membres de la même classe sociale en France, et en tant que tel ce travailleur guadeloupéen doit participer à la vie et aux luttes de sa classe.

Par contre, le petit-bourgeois émigré, spécialement si on lui a donné le droit de remplir deux colonnes du « Patriote Guadeloupéen », se montre hargneux, calomniateur, malhonnête et franchement injurieux envers ses adversaires politiques. Et cela n'a rien d'étonnant chez ces étudiants-là.

Leur attitude montre l'hostilité que cer-

tains nationalistes peuvent avoir vis-à-vis des idées socialistes révolutionnaires que nous défendons. Leur point de vue n'est pas simplement celui d'étudiants hargneux et sectaires; les déformations, les mensonges sont calculés et réfléchis.

Cela dit, nous sommes persuadés que tous les étudiants ne partagent pas les méthodes et points de vue politiques qui sévissent dans le journal de l'AGEG. Tout en écrivant au nom de l'association des étudiants guadeloupéens, ces étudiants nationalistes ne se soumettent jamais au contrôle des étudiants et décident en leur nom et à leur place de ce qu'il faut dire et faire.

Il n'est pas de l'intérêt des étudiants de soutenir des idées qui sont contraires aux intérêts de la classe ouvrière. Les jeunes intellectuels ont tout intérêt à se placer résolument aux côtés du prolétariat, ils ont de ce côté là une perspective exaltante qui les attend car la libération des Antilles de l'oppression nationale ne pourra déboucher sur un changement véritable de société que par la prise du pouvoir par la classe ouvrière.

Noël CANTUIS

NICARAGUA : Vers la chute de Somoza ?

A l'heure où nous écrivons, la situation semble devenir critique pour Somoza, le dictateur du Nicaragua. Après 10 jours d'« offensive finale » lancée par le Front Sandiniste de Libération Nationale, les combats ont atteint la capitale du pays, Managua, dans laquelle on se bat à l'arme lourde et où de nombreux quartiers ont été bombardés par l'aviation.

Cette « offensive finale » intervient après un an et demi de guerre civile larvée, guerre civile qui a culminé en Septembre et Octobre de l'année dernière. Pour briser la révolte qui s'était étendue à toutes les villes importantes de l'Etat, Somoza avait dû recourir à une répression sanglante, faisant des milliers et des milliers de morts.

Mais cela n'a manifestement pas réussi à briser une opposition qui regroupe la quasi-totalité des couches sociales du Nicaragua, bourgeoisie et clergé compris, et dont les sandinistes sont l'aile armée radicale.

Si la dictature rencontre une telle opposition, c'est qu'elle est vomie et haïe par toute la population nicaraguayenne. Depuis 1934, c'est la famille Somoza qui avec la bénédiction de l'impérialisme américain règne d'une main de fer sur ce petit pays d'Amérique Centrale. Les Somoza, appuyés sur la Garde Nationale, se sont emparés en l'espace de 45 ans d'une large fraction des richesses du pays : terres, flotte marchande, banques, entreprises industrielles et commerciales, au point qu'ils sont sans doute les plus riches du Nicaragua.

Pour se maintenir au pouvoir, les Somoza ont pratiqué purement et simplement le brigandage, assassinant leurs adversaires politiques, massacrant petits paysans et ouvriers, emprisonnant et tuant aussi bien des syndicalistes que des membres de l'opposition bourgeoise.

Et c'est en bandit de grand chemin et en gangster qu'agit encore aujourd'hui Somoza, mais en gangster qui aurait entre les mains les immenses moyens d'un appareil d'Etat, fussent-ils ceux d'un pays pauvre comme le Nicaragua. Aussi les membres de sa bande, pompeusement baptisée « Garde Nationale » assassinent encore aujourd'hui, en bombardant les quartiers de Managua ou les civils des villes comme Léon ou Massaya.

Mais toutes ces atrocités n'empêchent pas que le dictateur soit sur la défensive et de plus en plus isolé, non seulement à l'intérieur de son propre pays mais aussi à l'échelle internationale : les ressortissants étrangers quittent le Nicaragua, notamment les Américains; et pour bon nombre de commentateurs, Somoza aurait pratiquement perdu la partie, ce qui n'empêche pas le bourreau de déclarer cyniquement que « tout est calme » dans le pays.

Alors, la chute de Somoza ne peut qu'être souhaitée par tous ceux qui sont opprimés en Amérique et dans le monde, même s'il est sûr que l'opposition et en particulier les Sandinistes ne représentent pas les intérêts profonds des travailleurs et des paysans pauvres du Nicaragua, mais bien plutôt ceux d'une bourgeoisie et d'une petite-bourgeoisie désireuses d'éliminer le chancre qu'est Somoza de la direction des affaires du Nicaragua.

Jacques BRUEL
COMBAT OUVRIER

Responsable de publication :

G. BEAUJOUR

Adresser

toute correspondance :

EN GUADELOUPE

à Gérard BEAUJOUR

B.P. 214

97110 POINTE-A-PITRE

EN MARTINIQUE

B.P. 386

97204 FORT-DE-FRANCE

EN FRANCE écrire à :

Combat Ouvrier

B.P. 145

75023 PARIS CEDEX

Impression

CIF - Pointe-à-Pitre

Commission paritaire

N° 51728